

ETUDE ETATS-UNIS/MAGHREB

TABLE DES MATIÈRES

LA PERCEPTION DU MAGHREB PAR LES ETATS-UNIS

- « La politique américaine au Maghreb ? Y en a-t-il une ? »
- Domination de la question sécuritaire
- Washington en faveur du *regime change*
- De l'interventionnisme au *leadership from behind*

QU'EN EST-IL DES RELATIONS ENTRE ETATS-UNIS ET LE MAGHREB ?

- Le programme Eizenstat, une offre de partenariat sans aide
- Les conséquences du 11/09
- Création de l'AFRICOM
- Le Dialogue méditerranéen de l'OTAN
- Le Dialogue méditerranéen après le 11/09
- Le Dialogue méditerranéen face aux révolutions

ETAT DES LIEUX DE LA RELATION

- Partage des responsabilités
- La doctrine Obama
- Réaffirmation de l'importance de la question sécuritaire
- Le Maroc l'allié fidèle
- États-Unis et Tunisie : des alliés de longue date
- États-Unis et Algérie, attraction et répulsion

DEMOCRATIE ET BONNE GOUVERNANCE

- La question de l'islam politique
- Investir dans la prochaine génération

CONCLUSION

Les objectifs de la diplomatie américaine dans la région Middle East and North Africa (MENA) s'articule autour des axes suivants : l'approvisionnement en pétrole, la non-prolifération des armes de destruction massive, la défense de la sécurité d'Israël, la lutte contre le terrorisme, l'encouragement à l'ouverture des marchés, au libre-échange, à la démocratisation des régimes et enfin à la paix et à la stabilité. A partir de l'exposé de ces objectifs il est clair que le Maghreb apparaît au second plan des priorités par rapport au Moyen-Orient. Mais les attentats du 11/09 et le développement des mouvements djihadistes comme AQMI, dans la région du Sahel, contraignent Washington à renforcer sa coopération avec des pays comme l'Algérie mais en évitant d'être en première ligne car la politique du président Obama est plutôt au désengagement, tout au moins physique, de la région.

La perception du Maghreb par les États-Unis

Contrairement à d'autres zones du monde arabo-musulman, les États-Unis n'ont pas d'intérêt stratégique vital au Maghreb, une région qu'ils ont longtemps considérée comme une chasse gardée des puissances européennes. Cela ne les empêche pas d'avoir des intérêts qu'ils défendent et d'entretenir de bonnes relations avec le Maroc et la Tunisie, de plus compliquées avec l'Algérie et la Libye quand celle-ci faisait partie des « rogue state ». On ne peut dès lors pas parler d'une politique à l'égard du Maghreb mais de politiques à l'égard des pays maghrébins. La logique bilatérale prime axée sur deux thèmes majeurs, la lutte contre le terrorisme et le libre-échange (avec un intérêt tout particulier pour l'accès aux ressources énergétiques).

« La politique américaine au Maghreb ? Y en a-t-il une ? »

Invité au printemps 1998 à s'exprimer, à Paris, sur la politique américaine au Maghreb, l'universitaire William Zartman rapporte qu'avant son départ de Washington le responsable du département d'État lui avait dit : « La politique américaine au Maghreb ? Y en a-t-il une ? ». Cette remarque est significative du rapport qu'entretiennent les États-Unis avec cette région, le Maghreb n'étant pas un objectif en soi car l'absence d'intégration l'empêche d'être une sous-région et d'être approchée en tant que tel. Et, là, il y a un accord entre Américains et Européens sur la nécessité d'encourager l'Union du Maghreb arabe (UMA) née à Marrakech en 1989.

Le 11 septembre 2001 a changé la donne et modifié cette perception, l'administration Bush intégrant le Maghreb dans sa politique de lutte contre le terrorisme au « Grand Moyen-Orient ». A partir de là, les États-Unis ont pu élaborer une politique vis-à-vis de cette région considérée dans son ensemble et non plus seulement de façon bilatérale sans que cela gomme, bien évidemment, les différences qui demeurent entre les différents pays qui composent le Maghreb. Cette approche régionale n'a pas bouleversé pour autant les éléments fondamentaux car Washington a intégré l'Algérie et la Libye dans le cadre mis en place et qui concernait avant tout le Maroc et la Tunisie.

Ian O. Lesser, ex-conseiller de Bill Clinton aux affaires de la Méditerranée déclarait en 2008 lors d'une intervention à l'INESG (Institut national d'études de stratégie globale, Alger) afin de débattre des stratégies communes européennes et américaines en Méditerranée : « Nous n'avons pas de stratégie en Méditerranée mais des liens politiques spécifiques. Pour nous, Américains, la Méditerranée, celle du sud notamment, n'est pas un bloc bien défini, contrairement aux Européens pour qui il est nécessaire, voire indispensable, de penser une stratégie globale de coopération avec les pays de cette région ».

Les États-Unis ne cherchent pas à concurrencer l'Europe dans cette région qui relève de son espace géopolitique mais ils n'entendent pas pour autant s'en détourner pour

des raisons sécuritaires – base logistique et lutte contre le terrorisme - mais également économiques - questions énergétiques en particulier avec l'Algérie.

Alliés déjà de longue date du Maroc et de la Tunisie, les États-Unis ont tissé des liens étroits avec l'Algérie depuis le 11 septembre 2001. Les relations avec les trois pays du Maghreb se sont alors développées, selon les intérêts et les besoins américains. Il est clair que le volet sécuritaire a permis un rapprochement entre Alger et Washington et que les États-Unis ont l'ambition de rapprocher Alger et Rabat, condition de la stabilité régionale.

Les relations se sont également réchauffées avec la Libye lorsque le colonel Mouammar Kadhafi a annoncé en décembre 2003 qu'il renonçait à développer des armes de destruction massive (ADM). En 2006, Washington a rouvert son ambassade à Tripoli alors que les États-Unis n'y disposaient plus d'ambassadeur depuis 1972.

Domination de la question sécuritaire

Qu'en est-il aujourd'hui de la relation entre les pays maghrébins et les États-Unis car l'intérêt manifesté par Washington pour cette région a suscité depuis des années de fortes interrogations. Il semble que sur la longue durée, les relations avec les pays du Maghreb, peuvent se résumer à la prééminence de la question sécuritaire et la recherche d'une insertion accrue de ces pays dans le système économique libéral international. Il convient de distinguer deux types de pays : les deux alliés anciens, le Maroc au premier chef, et la Tunisie, puis l'Algérie et la Libye – le premier dont les relations très difficiles dans un premier temps s'améliorèrent très fortement et l'autre qui oscillèrent du conflit armé à la réconciliation de 2003 jusqu'à la destruction finale du système Kadhafi¹.

Nous parlons ici du Maghreb, une zone familière pour les Européens et qui est clairement distincte du Proche et du Moyen-Orient. Pour les Américains, traditionnellement, le terme global utilisé est celui de *Middle East and North Africa* (MENA). Il est intéressant de noter que l'on assiste à un glissement dans les termes pour qualifier cette région géographique. Jusqu'à récemment il était question à Washington de la zone MENA or, aujourd'hui, il est de plus en plus souvent question, d'une part, de Middle East et, d'autre part, d'Africa, les pays du Maghreb faisant partie de l'Afrique. A ce titre, pour les États-Unis, il convient, lorsque l'on aborde cette zone d'y inclure la zone sahélienne.

Washington s'appuie dans cette région sur des partenaires car ils veulent agir le moins possible directement tout en contrôlant les opérations qui y sont menées. Par exemple, ils s'appuient sur la France pour le Mali, sur l'Ouganda pour le Soudan... et leur action se fait par des moyens avant tout techniques dont l'utilisation, par exemple, de drones de surveillance. C'est également le sens des recommandations du dernier rapport de la Rand Corporation qui parle du « *forward partnering* » avec certains pays comme l'Algérie, la Libye et l'Égypte. Cela consiste à entraîner, conseiller, équiper ces gouvernements sans implication directe dans les opérations².

Cette évolution est due à une volonté du président Obama de passer d'un *hard power* à un *soft power* ce qui veut clairement dire moins ou pas de présence militaire. Deux

¹ Jean-François DAGUZAN, « Les États-Unis, l'OTAN, la Méditerranée, la prolifération des armes de destruction massive et la lutte contre le terrorisme : un dialogue écrasé par la sécurité » in L'OTAN et le Maghreb, sous la direction de Brahim SAIDY, à paraître

² A Persistent Threat, The Evolution of al Qa'da and Other Salafi Jihadists, by Seth G. Jones, juin 2014
http://www.rand.org/pubs/research_reports/RR637.html

événements ont marqué les États-Unis récemment et ont renforcé cette position : les attaques contre les ambassades américaine à Benghazi et à Tunis et ensuite celle d'In Aménas³. Le prisme change dès lors qu'il y a des victimes américaines et une des préoccupations de Washington, renforcée après ces événements, est la dégradation de la situation dans le sud libyen et la chasse contre Ben Mokhtar.

Le traumatisme est présent à Washington après l'assassinat de l'ambassadeur américain à Benghazi en septembre 2012 ce qui a amené les responsables de l'administration américaine à aborder les questions sécuritaires également sous un angle politique.

Déjà sous la présidence Clinton mais également sous celle de Bush l'attention vis-à-vis du Maghreb a été plus importante. Ensuite, l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche a suscité de nombreux espoirs dans le monde arabo-musulman, après les aventures militaires de G. W. Bush et son projet de « démocratiser le Moyen-Orient »⁴, et l'espoir est né d'une politique différente de celle menée par ses prédécesseurs.

Washington en faveur du *regime change*

Lors du déclenchement des mouvements de contestation en Tunisie puis en Egypte, Washington a réagi rapidement soutenant sans hésitation la voie vers la démocratie appelée de leurs vœux par les manifestants dans les rues de Tunis et du Caire lorsque l'Europe était beaucoup plus hésitante, ne sachant pas comment se comporter. Cette réaction américaine a néanmoins suscité des inquiétudes auprès de ses alliés dans la région – à la tête desquels les Saoudiens - qui n'ont pas compris comment les Américains avaient pu lâcher aussi vite Hosni Moubarak qui leur était si fidèle.

En revanche, malgré leurs apparentes volontés de *regime change* en Tunisie et en Egypte, il semblerait que les États-Unis aient joué un rôle plutôt protecteur envers le régime algérien. Selon Jeremy H. Keenan, la survie du régime au travers du printemps arabe s'explique en premier lieu par le soutien sans faille qu'il a pu recevoir de la part des États-Unis et de certains pays arabes dans le cadre de la « guerre mondiale contre le terrorisme »⁵. En effet, les attentats du 11 septembre 2001 ont permis à l'Algérie de justifier, a posteriori, la forte répression des islamistes lors de la guerre civile des années 1990, et de passer pour le plus zélé des alliés dans la lutte contre le terrorisme : la nouvelle alliance sécuritaire a d'ailleurs pu être utilisée pour les besoins du régime en donnant aux autorités américaines des listes d'Algériens « entretenant des liens avec al-Qaïda » mais dont les noms correspondaient en fait à des opposants du régime.

Cette nouvelle coopération s'est donc particulièrement développée dans les années 2000 et se décline également sur le volet énergétique. Les États-Unis n'étant pas mécontents d'avoir un meilleur accès au pétrole algérien. Pour l'appareil sécuritaire algérien, elle est l'occasion de recueillir les fruits de la « rente du terrorisme » qui se

3 Quatre fonctionnaires américains dont l'ambassadeur ont été tués dans l'attaque du consulat à Benghazi le 11 septembre 2012 et deux manifestants ont été tués lors de la prise d'assaut de l'ambassade à Tunis quelques jours plus tard. La diffusion sur internet d'extraits d'un film américain jugé insultant pour l'islam a provoqué une vague de violence dans la région. Quant à l'attaque et la prise d'otage par des membres d'AQMI du site gazier BP-Sonatrach en janvier 2013, elle s'est soldée par la mort de 40 employés et 29 assaillants.

4 Le discours du président Obama à l'Université du Caire le 4 juin 2009 entendait marquer un nouveau départ pour les relations des États-Unis avec le monde arabo-musulman

5 Jeremy H. Keenan, « Politique étrangère et guerre mondiale contre le terrorisme dans la reproduction du pouvoir algérien », Revue Tiers Monde 2012/2 n° 210

matérialise dans l'octroi de largesses militaires en échange de quoi les États-Unis peuvent disposer de bases et de facilités militaires en territoire algérien. Si la pérennité de cette relation n'est pas forcément garantie de façon absolue (ne serait-ce que par la préférence des États-Unis pour le Maroc jugé plus fiable), il reste que l'Algérie est vue par les États-Unis « comme un État pivot dont la position stratégique exige une stabilité politique sans faille » et cette importance a pu être une des raisons pour lesquelles l'Algérie a échappé aux soulèvements de grande ampleur qui ont vu le jour en Tunisie et en Égypte, bien que les griefs pour ce faire ne manquaient pas non plus dans ce pays.

De l'interventionnisme au *leadership from behind*

La contribution américaine, *leadership from behind*, à l'intervention en Libye est la traduction du non engagement direct que nous avons déjà évoqué. Mais même cet appui limité n'était pas évident pour l'administration Obama qui ne voulait pas se lancer dans une opération militaire alors que l'heure est au désengagement des conflits du « Grand Moyen-Orient ». Dans ce cas précis, la politique américaine est celle du « partage du fardeau » (*burden sharing*), loin de l'interventionnisme des années précédentes.

Face aux interrogations que suscite sa diplomatie, le président américain ne manque pas une occasion de l'expliquer. Une de ses convictions est que la force militaire « sape la puissance américaine » et il se définit comme le président qui met fin aux deux longues guerres dans lesquelles Bush avait embourbé le pays, l'Irak et l'Afghanistan. Il considère que les moyens militaires et financiers qui ne seront plus affectés en Afghanistan permettront de lutter contre la menace « plus diffuse » aujourd'hui du terrorisme au Moyen-Orient et en Afrique. Il a donc proposé de créer un fonds de 5 milliards de dollars pour lutter contre le terrorisme. « Aujourd'hui j'appelle le Congrès à défendre la proposition d'un nouveau fonds de partenariats contre le terrorisme qui nous permettra d'entraîner, de renforcer les capacités et de faciliter le travail des pays partenaires qui sont en première ligne » et d'ajouter : « ces ressources nous donneront la flexibilité nécessaire pour remplir différentes missions, (...) le travail avec les alliés européens pour former en Libye des forces de sécurité et une police des frontières opérationnelle, ou encore l'aide aux opérations militaires françaises au Mali »⁶.

La stratégie d'Obama en politique étrangère est celle qui consiste à réaffirmer le leadership des États-Unis sans imposer leur hégémonie et pour reprendre ses propos : « Nous devons être leader non pas avec l'esprit d'un hégémon mais avec l'esprit d'un partenaire »⁷. Il tire les conséquences de la politique de Bush car la puissance militaire peut être inefficace et nuisible à l'image des États-Unis dans le monde (les exemples de la prison d'Abou Ghraib ou du camp de Guantanamo sont là pour le rappeler) et elle peut être remplacée par une stratégie d'influence, réaliste et une diplomatie qui évalue chaque situation et s'adapte de ce fait aux circonstances.

La récente crise ukrainienne montre la capacité de Washington à se tourner vers des partenaires pour sortir de l'impasse. C'est ainsi que les États-Unis auraient approché les Algériens pour tester leurs capacités à fournir du gaz à l'Europe à la place du gaz russe dans le contexte de la crise avec l'Ukraine car la solution, selon Barack Obama viendrait du gaz norvégien et algérien. Laquelle question ukrainienne a bien

⁶ Éléments de l'intervention de Barack Obama prononcée le 28 mai 2014 à l'académie militaire de West Point

⁷ Barack Obama, *Strengthening Our Common Security by Investing in Our Common Humanity*, 2008 repris dans l'article d'Anna Dimitrova, « Y a-t-il une « doctrine Obama » en matière de politique étrangère ? », *Politique étrangère*, 2011/2

évidemment été abordée lors de la visite de Valentina Matvienko, présidente de la Chambre haute du parlement de la Fédération de Russie, à Alger, le 15 mai dernier car l'Algérie se retrouve au centre des enjeux stratégiques avec la menace de Moscou de couper la fourniture de gaz à ses clients.

Les récents développements sur la scène moyen-orientale contraindront peut-être les États-Unis à revoir cette position ce qui pourrait les amener à s'impliquer plus qu'ils ne le souhaiteraient.

QU'EN EST-IL DES RELATIONS ENTRE ETATS-UNIS ET LE MAGHREB ?

Peut-on réellement parler d'intérêt limité de Washington vis-à-vis du Maghreb ?

Selon Yahia Zoubir, spécialiste des relations entre les États-Unis et le Maghreb, historiquement, Washington n'a pas accordé une grande importance à cette zone estimant que celle-ci était dans la sphère d'influence européenne et tout particulièrement de la France. Il distingue néanmoins trois périodes au cours desquelles Washington fait preuve d'un certain intérêt : la seconde guerre mondiale, la période de décolonisation dans les années 1950 et 1960 et le conflit du Sahara occidental jusque dans les années 1980.

Ensuite, à la fin des années 90, les Américains souhaitent l'émergence d'un ensemble régional maghrébin intégré dans l'économie de marché.

Le programme Eizenstat, une offre de partenariat sans aide

Ce programme lancé en 1998 par le vice-secrétaire d'État américain chargé des dossiers économiques et de l'agriculture propose au Maroc, à l'Algérie et à la Tunisie un partenariat économique à long terme, visant à favoriser l'intégration économique du Maghreb pour permettre ensuite des échanges inter-maghrébins au plan politique. L'objectif ultime de cette démarche devant être l'intégration régionale.

Présenté devant la Chambre de commerce de Tunis, ce partenariat est fondé sur un accroissement des échanges commerciaux et financiers dans la région. Stuart Eizenstat estime que le rôle de l'économie dans l'élaboration de la politique étrangère américaine va grandissant et que les objectifs de son pays dans cette région du monde sont la sécurité, la prospérité économique et l'avenir démocratique.

Il fixe ainsi le cadre mais laisse à chacun des pays le soin de le faire vivre. Si un dialogue au niveau des gouvernements est prévu, le secteur privé doit jouer un rôle central dans la coopération économique qu'il convient d'établir en vue de libéraliser l'économie. Il souligne que les relations traditionnelles basées sur l'assistance sont révolues d'où son intervention devant la chambre de commerce tuniso-américaine pour appuyer l'implication que doit avoir le secteur privé. Mais si cette initiative ne déboucha sur rien de concret elle n'en eut pas moins un retentissement symbolique.

La chambre de commerce américano-algérienne qui avait été créée l'année précédente s'est contentée d'appeler à un accroissement des investissements et des joint-ventures dans les secteurs agricoles et pharmaceutiques. Quant à la chambre de commerce américano-marocaine, installée depuis 1966 à Casablanca - elle a été la première en Afrique - sa présence ancienne n'a pas permis pour autant de développer de façon importante les relations économiques entre les deux pays.

Cette initiative, renommée ensuite *The American Economic Program for North Africa*, visait au développement du commerce et des investissements dans la région. Elle a été par la suite une partie *du Broader Middle East and North Africa Initiative* (BMENA) chère à Georges W. Bush.

Ces différents programmes et initiatives démontrent une chose : l'intérêt de Washington pour une zone intégrée. Mais ce point si important pour les États-Unis, celui de la régionalisation, est bien évidemment mis à mal par le conflit autour de la question du Sahara occidental qui empoisonne les relations entre les deux puissances régionales que sont le Maroc et l'Algérie et qui empêche toute avancée dans ce domaine.

Les conséquences du 11/09

Mais l'événement majeur qu'a été le 11 septembre a changé la vision des États-Unis et la donne en raison de la présence de membres d'al-Qaïda d'origine maghrébine parmi les terroristes. Ils craignent alors que le Maghreb devienne une base de recrutement et ne déstabilise l'Europe. D'ailleurs, quelques jours avant les attentats de Madrid (11 mars 2004), le général Charles Wald, commandant adjoint de l'US European Command (EUCOM) déclarait qu'al-Qaïda était en train de s'implanter en Afrique du Nord.

Dans la foulée du 11/09 des programmes ont été mis en place pour aider à la lutte contre le terrorisme. Dès 2002, un plan concerté entre les différents États de la région est élaboré sous l'appellation de *Pan Sahel Initiative* et qui deviendra la *Trans-Sahara Counter-Terrorism Initiative* (TSCTI) qui inclut, entre autres pays, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie. Lancée en 2005 avec 500 millions de dollars sur six ans son objectif est, selon un officiel américain, de lutter contre al-Qaïda et : « de chercher à créer des liens entre les services de contre terrorisme de la région... en aidant à renforcer leurs capacités, en renforçant et en institutionnalisant la coopération entre eux et nos forces »⁸. Les Américains entendent former et entraîner les forces locales en les dotant de moyens leur permettant de lutter contre les groupes islamistes. Mais la question essentielle qui se pose est celle de la définition de la menace et des moyens à utiliser. Là, il existe des divergences entre Washington et les pays qui participent à cette coordination. D'autant que si la question du terrorisme est importante, celle des trafics en tout genre se pose en raison de la porosité des frontières et de l'incapacité de ces États à les contrôler. Enfin, il n'est pas sûr qu'une volonté réelle existe de lutter contre eux car des intérêts économiques énormes sont en jeu.

Le programme TSCTI comporte également une dimension éducation, bonne gouvernance qui vise à promouvoir le développement économique, la démocratie...

Création de l'AFRICOM

Les États-Unis ont-ils vraiment un rôle en Méditerranée ? Oui et ils sont présents avec la VI^e flotte. Si la réduction du format des forces navales a commencé, la VI^e flotte, elle, ne devrait pas être touchée car elle est présente pour assurer la sécurité d'Israël. Cela veut néanmoins dire que les États-Unis souhaitent que les pays de la région assurent eux-mêmes la sécurité et la stabilité de cette zone aux côtés des pays européens et bien évidemment des forces de l'OTAN (la Libye en a été un exemple).

La création par le président Bush de l'AFRICOM (*United States Africa Command*) en décembre 2006 et instauré officiellement le 1^{er} octobre 2008 démontre l'importance accordée au Maghreb et, plus particulièrement, à la zone du Sahel qui est le point de contact entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire en raison de l'instabilité qui y règne. C'est une région où les frontières sont perméables et dans laquelle des groupes radicaux peuvent agir et se disperser en toute facilité. L'objectif est de professionnaliser les armées par des formations mais également d'échanger du

⁸ Cité par Christopher HEMMER : *U.S. Policy Towards North Africa*, Middle East Policy, vol. XIV, n°4, Winter 2007

renseignement.

Mais aucun pays africain ne souhaitant en être le siège, son QG se trouve à Stuttgart. En effet, la limite du partenariat est dans le fait qu'aucun pays ne veut de troupes américaines sur son sol en raison des réactions des éléments radicaux des populations.

Là encore, les développements récents dans la région amènent à une évolution de la position d'un pays comme l'Algérie qui est conscient de la nécessité de surveiller ses frontières et qui a besoin pour cela d'une coopération accrue avec ses partenaires et d'une aide en formation et entraînement pour la lutte antiterroriste.

Il est intéressant de noter que des journalistes algériens et mauritaniens ont été invités à se rendre au siège l'AFRICOM en décembre dernier afin que leur soit expliqué le rôle de ce commandement dans la région. Lors d'une présentation les militaires américains ont exposé les pays de la région avec une remarque pour chacun d'entre eux qui reflète chaque préoccupation. L'Algérie : leader régional dans la lutte contre le terrorisme ; la Tunisie : sécurité des frontières internes ; Maroc : Sahara occidental + Union africaine ; Mauritanie : opérations AFRICOM pour le Mali⁹. La préoccupation majeure des États-Unis est bien AQMI qui exploite les espaces vides et mal gouvernés du Sahel pour se déployer et planifier des actions terroristes.

Le Dialogue méditerranéen de l'OTAN

L'effondrement du bloc soviétique et la fin de la Guerre froide ont remis en cause la raison d'être de l'Alliance et ont conduit l'OTAN à s'interroger sur sa mission et sur ses zones d'action. C'est ainsi qu'elle a décidé de s'ouvrir vers la Méditerranée, laquelle était jusque-là uniquement considérée comme le « flanc Sud » de l'Europe.

Le nouveau concept stratégique de l'Alliance élaboré en novembre 1991 affirme dans son paragraphe 12 l'importance de la région pour la sécurité européenne : « Les Alliés souhaitent maintenir des relations pacifiques et non conflictuelles avec les pays au Sud de la Méditerranée et au Moyen-Orient. La stabilité et la paix dans cette zone périphérique de l'Europe sont en effet importantes pour la sécurité de l'Alliance, comme l'a montré la guerre du Golfe en 1991. Ceci est d'autant plus vrai si l'on considère le développement des potentiels militaires et la prolifération des technologies d'armements dans la région, à partir de laquelle des armes de destruction massive et des missiles balistiques pourraient atteindre le territoire de certains États membres de l'Alliance ».

Les pays du Sud sont essentiellement perçus en termes de menace, ce qui a pour conséquence de créer une certaine méfiance des pays méditerranéens vis-à-vis de cette structure. Les propos du secrétaire général de l'OTAN de l'époque qui parlait de la « menace du Sud » avaient provoqué de vives réactions.

Initié en 1994, le Dialogue méditerranéen (DM) de l'OTAN a, dans un premier temps, sollicité le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Mauritanie et Israël¹⁰ puis un peu plus tard la Jordanie. Il propose à ces pays du Sud méditerranéen de participer à des échanges sur les questions de sécurité dans la région. Le Maroc et la Tunisie, alliés constants des États-Unis dans la zone, sont les premiers à adhérer et l'Algérie finit par rejoindre l'initiative en 2000¹¹. Cette démarche révèle une volonté accrue des États-Unis de s'intéresser à la zone, en diversifiant les canaux de l'influence américaine en

⁹ « L'Algérie, leader régional dans la lutte contre le terrorisme », Ghania Oukazi, Le Quotidien d'Oran, 15 décembre 2013

¹⁰ Ils adhéreront en février 1995 et la Jordanie en novembre de la même année

Méditerranée pour ne pas laisser le champ libre à l'Union européenne et, ce, au moment où les pays européens lancent, en 1995, le Processus de Barcelone, dont les États-Unis sont clairement exclus.

Mais des différences existent entre la démarche européenne et celle de l'OTAN cette dernière établissant tout d'abord une distinction entre les États « fréquentables » et les autres alors que le processus de Barcelone est conçu comme une initiative visant à créer ensemble un espace de paix, de sécurité et de prospérité partagée. Il s'agit d'une politique régionale et multilatérale de partenariat associant les États des deux rives.

Quant au DM, il fonctionne sur une base avant tout bilatérale ce qui n'empêche pas, bien entendu, des réunions multilatérales. L'avantage de cette approche c'est qu'elle permet à chaque pays d'adapter la coopération à ses besoins et surtout elle s'adapte à l'absence de processus d'intégration régionale entre les pays du sud de la Méditerranée. Enfin, le Dialogue méditerranéen de l'OTAN n'a pas vocation à se substituer ou à faire doublon avec d'autres initiatives comme celle du 5+5.

Le Dialogue méditerranéen après le 11/09

Il est clair que les attentats du 11 septembre ont changé la donne car, à partir de ce moment là, la lutte contre le terrorisme devient la priorité des Américains et qu'ils vont lancer deux interventions l'une en Afghanistan et l'autre en Irak. Dans la foulée de ces opérations militaires, le président Bush lance son projet de réformes le *Greater Middle East*, rebaptisé *Broader Middle East and North Africa Initiative* (BMENA) en juin 2004 dont l'objectif est de remodeler l'ensemble de la région qui s'étend pour Washington du Maroc au Pakistan.

L'idée est de diffuser la démocratie car celle-ci apporte la paix et la stabilité. Pour cela, la mise en œuvre de réformes est préconisée que ce soit sur les plans politique, social et économique. Les pays du Proche et du Moyen-Orient sont visés prioritairement en raison des intérêts américains mais le Maghreb n'est pas délaissé pour autant. Pour les Américains, la Méditerranée est un couloir stratégique vers le Proche et le Moyen-Orient et peut être une zone de tensions qui mérite donc qu'on la prenne en considération.

Le président Bush déclarait en 2002 dans le *United States National Security Strategy Report* : « nous continuerons d'encourager nos partenaires régionaux à entreprendre des efforts coordonnés afin d'isoler les terroristes. Une fois que la campagne régionale localise la menace contre un État en particulier, nous nous assurerons que cet État a les moyens militaires, les mesures légales, ainsi que les instruments politiques et financiers pour finir la tâche ».

Le chercheur Sami Makki envisageait un retrait américain de la région dès 2002 estimant qu'il s'agissait là d'une logique géostratégique inéluctable : « Les États-Unis se dirigeront certainement dans un proche avenir vers un désengagement de la présence navale américaine en Méditerranée. Ceci se fera de manière progressive et graduée car un retrait unilatéral trop soudain ne ferait qu'alarmer les alliés et les États amis de la rive sud. Par ailleurs, les Européens seront progressivement capables de gérer militairement les facteurs persistants d'instabilité. La Méditerranée comme base avancée de la puissance navale tendra à s'effacer peu à peu. Elle demeurera pourtant

11 Pour Mohamed Chafik Mesbah, l'Algérie est exclue du DM lorsqu'il est initié car le pays est considéré comme insuffisamment mûr pour être accepté dans une démarche collective.

un couloir stratégique important »¹². Or, les événements du 11/09 en décideront autrement.

Le Dialogue méditerranéen face aux révolutions

Le DM de l'OTAN, cette instance en tant que communauté démocratique et de sécurité, a soutenu les forces démocratiques lors des soulèvements dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient. Pour la Tunisie, par exemple, la réforme du secteur de la sécurité, dans lequel l'OTAN a une expertise, représente un enjeu de premier plan. La coopération est donc souhaitée par les autorités tunisiennes. C'est le sens de ce que suggère le Secrétaire général de l'OTAN¹³ à savoir la possibilité à travers le DM de fournir une assistance auprès des pays post-révolutionnaires dans le domaine de la réforme de la sécurité.

Il est frappant de constater que les pays du Maghreb n'ont pas de stratégie commune, ils se positionnent différemment sur le plan international et ils ont chacun leurs propres contraintes de sécurité et de défense. Mais la coopération dans le cadre du DM ne doit pas être une alternative à un système de sécurité régionale propre aux pays de la région. La première initiative du président tunisien Moncef Marzouki lors de son accession au pouvoir a d'ailleurs été de faire, en février 2012, une tournée dans les pays voisins pour dynamiser l'intégration régionale. Il estime qu'un système régional doit s'appuyer sur une nouvelle vision des relations inter-maghrébines basée sur une sécurité coopérative. Mais les espoirs suscités par cette démarche sont vite retombés en raison de l'antagonisme fort entre Rabat et Alger sur la question du Sahara occidental, en particulier.

La crise libyenne a montré une fois de plus la division entre eux. L'Algérie et la Mauritanie étaient opposées à toute intervention étrangère. Le Maroc a soutenu l'intervention et cela est à inscrire dans le positionnement du Maroc vis-à-vis des pays occidentaux. Enfin, la Tunisie si elle ne s'est pas opposée clairement, elle ne l'a pas non plus soutenue mais il est vrai que la marge de manœuvre de ce petit était limitée alors qu'il vivait sa transition.

Les pays du Maghreb agissent donc de façon individuelle, chacun a sa vision du dialogue stratégique en Méditerranée empêchant la construction d'un espace stable et prospère alors que seul le multilatéralisme peut permettre d'atteindre cet objectif. Mais ce dialogue méditerranéen n'est pas non plus perçu de la même façon par les 28 pays membres de l'organisation. Ce manque d'homogénéité conduit à des stratégies de groupes loin de l'idéal communautaire.

En outre, le positionnement et les missions de l'OTAN ne sont pas toujours comprises et la difficulté réside dans l'amalgame qui est fréquemment fait et entretenu OTAN-États-Unis chez les élites des pays de la région et qui, pour certaines d'entre elles, perçoivent le rôle de cet organisme comme la continuation d'une politique hégémonique de Washington. Il est indéniable que dans cette région du monde comme dans d'autres, l'OTAN est un partenaire privilégié de Washington qu'il accompagne et suit.

Il n'en demeure pas moins que le Dialogue méditerranéen est un cadre de consultations politiques et de coopération concrète, bien que limitée, et qu'aucun

12 Sami Makki, « La puissance américaine en Méditerranée », Confluences Méditerranée, n° 40, hiver 2001-2002

13 Discours d'Anders Fogh Rasmussen au Forum pour la nouvelle diplomatie, Carnegie Europe, 1^{er} juillet 2011
http://www.nato.int/cps/en/natolive/opinions_74993.htm

partenaire n'entend remettre en question même si l'absence de règlement du conflit israélo-palestinien et de celui du Sahara occidental en entrave son développement.

ETAT DES LIEUX DE LA RELATION

Le Maghreb, et nous l'avons déjà dit, est une zone périphérique pour Washington mais qui est devenue importante sur le plan stratégique depuis le 11 septembre et qui a vu un rapprochement des régimes maghrébins avec les États-Unis.

Partage des responsabilités

Depuis l'arrivée du président Obama aux affaires, la ligne directrice consiste à « renouveler le leadership américain » pour l'adapter à un monde qui se recompose aussi bien sur le plan économique que géopolitique. Cette position a été clairement exposée à propos de la Libye : « contrairement aux dires de certains, le leadership américain n'est pas seulement une question d'agir seul et de porter tout le fardeau nous-mêmes. Le vrai leadership crée les conditions et les coalitions pour que les autres contribuent aussi ; travailler avec nos alliés et partenaires pour qu'ils prennent leur part du fardeau et paient leur part des coûts »¹⁴.

Enfin, si les États-Unis ont décidé de rééquilibrer leurs relations en l'axant sur le « pivot Asie-Pacifique » ce qui justifie le désengagement d'Irak et d'Afghanistan, ce n'est pas pour autant qu'ils se détournent complètement de la Méditerranée.

Nous en voulons pour preuve les nombreuses initiatives et/ou programmes qui ont été définis au cours des années. Les changements enregistrés sont dus aux programmes politiques des différents présidents mais aussi aux évolutions de la situation dans la région. Il en est un qui a eu son importance car il a été élaboré en réaction au Sommet de Barcelone qui, en 1995, établissait des liens privilégiés entre l'Union européenne et douze États méditerranéens. Les États-Unis n'ayant pas apprécié d'en avoir été tenus à l'écart, ils ont lancé une offensive commerciale au printemps 1998 à destination de trois États du Maghreb comme nous l'avons vu ci-dessus.

Maintenant, sur le plan politique, l'idée répandue à Washington était que la situation la plus favorable à ses intérêts était le soutien à des régimes autoritaires, amis des États-Unis, qui accepteraient d'intégrer progressivement des réformes démocratiques. L'objectif étant d'éviter des bouleversements importants et de maintenir les relations en l'état. C'est ainsi que le rétablissement des liens avec la Libye a pu se faire sans que cela apporte des avancées significatives pour la population libyenne¹⁵.

La doctrine Obama

Le discours prononcé au Caire en 2009 par le président Obama laissait penser à une

14 Barack Obama, Remarques sur la situation en Libye, National Defense University, Washington, D.C., 28 mars 2011

15 Les relations entre les deux pays étaient rompues depuis 1980 et elles se sont améliorées lorsque Tripoli a décidé, en décembre 2003, de renoncer à son programme d'armes de destruction massive. Puis, en mai 2006, la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice annonce la reprise des relations diplomatiques complètes avec la Libye. Elle parle d'une « ère nouvelle dans les relations entre les deux pays » qui permettra « de meilleures discussions sur des sujets importants tels que la protection des droits de l'homme, la promotion de la liberté d'expression et le développement de réformes économiques et politiques ».

nouvelle approche de la région MENA. Il a suscité de nombreux espoirs dans la région, lesquels ont été rapidement déçus.

Ensuite les bouleversements en Tunisie et en Egypte, dans un premier temps, puis dans d'autres pays de la région ont nécessité une réflexion sur la nature de ces changements et la réponse que Washington pouvait y apporter.

Le discours que le président Obama a prononcé au département d'État le 19 mai 2011 à ce sujet visait à définir un « nouveau chapitre de la diplomatie américaine » laquelle se voulant plus à l'écoute des peuples avec un volet d'aide au développement plutôt que l'emploi de la force militaire. Ces propos exprimaient la volonté de la Maison Blanche de soutenir les changements en cours en annulant par exemple la dette d'un milliard de dollars de l'Egypte mais sans aller vers l'idée avancée par certains d'un plan Marshall pour le monde arabe.

Cela s'inscrivait dans la volonté définie par le président américain de se retirer militairement des terrains irakien, afghan, d'apporter un soutien logistique en Libye et de ne pas intervenir en Syrie (en dépit des déclarations faisant état de lignes rouges au delà desquelles l'intervention serait nécessaire). La position du président Obama se voulait pragmatique et s'adaptant à chaque situation en fonction des enjeux.

Cela rejoint l'objectif défini par Hillary Clinton et qu'elle avait développé, avant le déclenchement des mouvements de contestation dans le monde arabe, dans un article en décembre 2010 : « développer et renforcer la puissance civile des États-Unis en complément de ses capacités militaires pour adapter l'action extérieure des États-Unis aux défis internationaux du XXI^e siècle »¹⁶.

Réaffirmation de l'importance de la question sécuritaire

Actuellement, les relations entre les États-Unis et le Maghreb reposent sur un programme élaboré en 2012 appelé « Directive présidentielle de politique générale relative à l'Afrique » qui définit les contours de la politique africaine des Américains : renforcement des institutions démocratiques, renforcement des échanges économiques et investissements, aide au développement – en particulier sécurité alimentaire et santé – et paix et sécurité. Il s'agit dans ce dernier pilier de la lutte contre les groupes terroristes en Afrique, de favoriser la coopération régionale dans ce domaine, la prévention contre les menaces criminelles transnationales et les conflits sans oublier le soutien aux initiatives visant à promouvoir la paix et la sécurité.

Dans une perspective plus générale, l'aide américaine est restreinte « à un petit nombre d'États dits « pivots » dont l'évolution détermine celle de leur région et la stabilité du système international ». C'est le cas de l'Algérie au Maghreb, de la Turquie en Méditerranée orientale, d'Israël et de l'Egypte au Proche-Orient.

Plus spécifiquement, l'intérêt croissant des États-Unis pour le Maghreb découle au moins en partie de l'importance du rôle que peuvent jouer les pays de la région dans le cadre de la stratégie américaine de lutte contre le terrorisme jihadiste en Afrique du Nord et dans le Sahel. Vish Sakthivel, experte du Maghreb au sein du *Washington Institute for Near East Policy*, estime que le Maroc et l'Algérie, en particulier, sont

¹⁶ Article de Foreign Affairs *Leading Through Civilian Power*, nov/décembre 2010 et repris par Alexandra De Hoop Scheffer dans un article intitulé *Politique étrangère américaine : quels défis ? Rompre avec le tout-militaire et le nation-building*, 12 juin 2011

« d'une importance stratégique pour les États-Unis de par leur capacité de contrer l'influence accrue d'Al-Qaïda du Maghreb Islamique »¹⁷.

La dimension économique n'est pas absente non plus et elle est elle-même liée aux questions de sécurité même si les intérêts économiques sont faibles. L'attentat contre le site pétrolier d'In Amenas en Algérie, en janvier 2013, et les attentats réguliers contre les installations pétrolières en Libye entravant de ce fait les exportations posent la question essentielle pour Washington de la protection des sources d'approvisionnement en hydrocarbures.

LE MAROC, L'ALLIE FIDÈLE...

Le Maroc est traditionnellement l'allié fidèle car l'invasion américaine de l'Afrique du Nord a permis de mettre un coup d'arrêt aux ambitions allemandes en 1943 et ont scellé un lien indéfectible entre Rabat et Washington.

Dans la politique étrangère des États-Unis, le Maroc joue un rôle important pour la présence américaine au Maghreb et au Moyen-Orient et pour le processus de paix, les premiers contacts entre Israéliens et Palestiniens dans les années 70 se sont fait par l'intermédiaire de juifs marocains et cela représente un appui non négligeable pour Washington car la défense de l'existence et de la sécurité d'Israël est un des objectifs fondamentaux de sa politique dans la région. Même si ce rôle singulier s'est estompé avec le lancement du processus de paix au Proche-Orient, puis a disparu avec l'effondrement de ce dernier, le roi entend garder cette carte¹⁸.

Sur le plan économique, le Maroc a été le premier pays de la région à signer un accord de libre-échange avec les États-Unis le 15 juin 2004, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006. Cet accord a suscité de vives réactions de la France qui par la voix de son ministre du Commerce déclarait : « Vous ne pouvez pas dire que vous voulez un partenariat avec l'UE et en même temps signer un accord de libre-échange avec les États-Unis. Il faut choisir »¹⁹.

Cet accord s'inscrivait pour Washington dans sa volonté de concrétiser son projet de « partenariat du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord (*Broader Middle East, BME*) » qui succède au *Great Middle East (GME)*, initiative lancée par George W. Bush lors de son premier mandat et qui visait à mettre en place une zone de libre-échange du Maroc au Pakistan. Du coup, le Maroc a appuyé plusieurs initiatives économiques régionales lors du lancement du projet auquel tenait le président américain.

17 Le dialogue stratégique US avec la Tunisie en cinq questions, Espace Manager, 2 avril 2014
<http://www.espacemanager.com/chroniques/le-dialogue-strategique-us-avec-la-tunisie-en-cinq-questions.html>

18 Le roi du Maroc préside le comité al-Qods et la dernière réunion s'est tenue à Marrakech en janvier dernier. En accueillant ce sommet le royaume montre une fois encore son rôle de médiateur discret entre Israéliens et Palestiniens auquel il tient en dépit du blocage des négociations entre les deux protagonistes et Washington espère bien exploiter au mieux ce canal pour faire passer ses messages

19 La tension a été vive entre la France et le Maroc lorsque le royaume choisit en 2009 l'avion américain au détriment du Rafale français

Il n'est pas dans l'objectif des Américains de concurrencer les initiatives européennes dans le royaume mais de prendre appui sur les élites économiques, politiques et intellectuelles pour former des réseaux sur lesquels s'appuyer afin de donner une réalité au BME. En dépit de cet accord, les échanges commerciaux entre les 2 pays restent limités car il est difficile pour les entreprises marocaines de s'implanter sur le marché américain. Mais il demeure un levier intéressant pour Rabat vis-à-vis de l'Union Européenne car l'élargissement de l'Europe vers l'Est a eu des incidences sur ses parts de marché en particulier dans le domaine agricole et de la pêche qui est un sujet extrêmement délicat entre le Maroc et Bruxelles²⁰.

Une coopération militaire s'est instaurée lorsque le Maroc a demandé aux États-Unis en 1973 de mettre en place un système défensif dans ses régions frontalières avec l'Algérie. Mais en raison des délais d'installation, ce plan se déroula dans le contexte du conflit du Sahara occidental et Washington se trouva engagé du côté marocain, ce qui a permis à Rabat d'obtenir des moyens nécessaires pour résister face au Polisario qu'il avait sous-estimé et de concevoir la riposte avec la construction des murs. Depuis les relations restent fortes car la position stratégique du Maroc reste intéressante en étant un point d'entrée et un point de rayonnement.

Un dialogue stratégique a été établi entre les deux pays²¹ - Washington a d'ailleurs accordé au royaume le statut d'allié majeur en dehors de l'OTAN - et la 2^{ème} session s'est déroulée en avril dernier au Maroc. Le roi Mohamed VI a reçu à cette occasion le secrétaire d'État américain John Kerry qui a tenu à réaffirmer la volonté de son pays d'approfondir le partenariat stratégique et a salué l'engagement de Mohamed VI à l'égard du continent africain, région importante pour les deux alliés.

Depuis le déclenchement des révolutions arabes, les États-Unis s'appuient sur le royaume qui apparaît comme beaucoup plus stable que les pays voisins. Le choix qu'a fait Mohammed VI de réagir rapidement en proposant la révision de la Constitution puis de la soumettre à référendum pour couper l'herbe sous les pieds des contestataires a effectivement évité que le mouvement se répande dans le pays²². Cette stratégie a été saluée par Washington qui a félicité Rabat pour le bon déroulement du scrutin tout comme cela a été le cas lors des élections législatives qui se sont tenues en novembre. Un porte-parole du Département d'État a déclaré que Washington : « encourage le gouvernement marocain à consolider davantage l'État de droit et à œuvrer à l'ancrage des standards des droits de l'Homme et à la promotion de la bonne gouvernance ».

Si le vote pour le référendum a mobilisé il n'en a pas été de même des élections législatives auxquelles seulement 45% des inscrits ont participé (même si ce taux est plus important que pour le précédent scrutin qui s'est déroulé en 2007) mais il a vu la victoire du PJD (Parti de la justice et du développement) qui a dû négocier avec d'autres formations politiques pour former le gouvernement. Ce processus assure une certaine tranquillité au roi qui laisse à Abdelilah Benkirane, le chef du gouvernement issu du mouvement islamiste, le soin de gérer les affaires courantes et faire accepter

20 Voir l'étude de Kassim BOUHOU, *Stratégie et présence économiques des États-Unis au Maghreb*, Note de l'IFRI, 2010

21 La 1^{ère} session s'est tenue le 13 septembre 2012 à Washington avec comme objectif d'approfondir davantage les « excellentes relations » entre les deux pays. Le Maroc est le 1^{er} pays arabe disposant de ce cadre avancé de dialogue et de coopération

22 La première manifestation a lieu le 20 février et dès le 9 mars, le roi annonce une importante réforme constitutionnelle et nomme une commission destinée à la préparer. Le projet est présenté le 17 juin et adopté le 1^{er} juillet par 97,58% de votants avec une participation de 75,50% des inscrits.

des mesures difficiles à la population. Cette situation satisfait les Américains car le choix de la population est respecté, la stabilité est assurée et l'orientation libérale assurée pour quelque temps tout au moins même s'il ne règle pas les questions de fond.

... Mais tensions à propos du Sahara occidental

La question du règlement du Sahara est une priorité et un préalable pour le devenir de la région aussi bien pour les Américains que les Européens. Mais les deux parties, l'Algérie et le Maroc, s'étant enfermées dans une dialectique il semble quasi impossible aujourd'hui d'envisager une issue car chaque pays se considère la puissance régionale qui doit donc obtenir une victoire au détriment de l'autre.

La solution d'une autonomie préconisée par le Maroc et qui paraît être la sortie de crise la plus probable est en train d'être appliquée avec la mise en œuvre d'un système décentralisé. Le Conseil économique, social et environnemental marocain a proposé un plan de développement des provinces du Sud qui va dans ce sens.

Les Etats-Unis considèrent que le plan marocain d'autonomie du Sahara occidental est « sérieux, réaliste et digne de foi » pour reprendre les propos officiels américains et qu'il « représente une approche potentielle qui peut satisfaire les aspirations des habitants du Sahara occidental pour diriger leurs propres affaires dans la paix et la dignité ».

Les Américains sont très engagés dans ce dossier car seul son règlement permettra à l'ensemble de la région d'être pacifiée, d'assurer la sécurité au Sahel, de sortir du face-à-face algéro-marocain, d'arrêter de dépenser des sommes faramineuses et de se développer.

Le Maroc bénéficie d'un large soutien au Congrès sur la question du Sahara mais il existe une tension sur ce dossier en raison des liens entre Susan Rice et Kerry Kennedy, du centre Robert Kennedy, qui défend les droits du peuple sahraoui.

En avril 2014, le Maroc a échappé à un projet de résolution présenté par Susan Rice à l'ONU qui aurait étendu aux droits de l'homme le mandat des Nations unies, installées depuis 1991 au Sahara²³. En février, Washington avait dénoncé la violation par le Maroc des droits de l'homme au Sahara qualifiant la situation de « grave problème » et le département d'État a déclaré dans son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme : « le plus important problème des droits de l'homme spécifique aux territoires sahraouis réside dans les restrictions apportées par le gouvernement marocain contre les défenseurs sahraouis des libertés civiles et des droits politiques » et d'ajouter « l'impunité généralisée des forces de l'ordre existe et des poursuites ne sont pas engagées contre ceux qui violent les droits des Sahraouis.

Ces propos ont été très mal accueillis à Rabat et peu de temps après le roi a nommé un nouvel ambassadeur auprès des Nations unies, estimant que le royaume devait passer à l'offensive sur ce dossier d'autant que la Fondation Kennedy avait elle aussi attaqué la gestion marocaine de ce dossier extrêmement sensible pour les autorités marocaines.

²³ L'année précédente, le Maroc avait déjà combattu avec succès un texte présenté par les États-Unis qui visait, sur proposition de Ban Ki-Moon, à élargir le mandat de la Minurso aux droits de l'homme.

Les Marocains cherchent une stratégie atlantiste avec les États-Unis, le Mexique et le Brésil et le pays est sensible à cette logique atlantiste. Le Maroc formule une stratégie de cette ambition car il se sent surement autant atlantique que méditerranéen.

LES ETATS-UNIS ET LA TUNISIE : ALLIES DE LONGUE DATE

Les liens entre les deux pays sont anciens, c'est en 1797 que les États-Unis concluent le premier accord commercial avec la Tunisie et des contacts existaient pendant la lutte de ce pays pour l'indépendance avec des factions de la résistance dont celle d'Habib Bourguiba. Pour Tunis il était important d'entretenir des relations avec Washington afin de faire contrepoids à la France et la coopération dans le domaine militaire n'a jamais cessé²⁴.

Il est clair que l'engagement de la Tunisie auprès de l'OTAN exprime sa volonté d'établir des liens bilatéraux forts avec Washington afin d'obtenir une aide économique pour son développement et promouvoir les investissements américains dans le pays.

La Tunisie s'est ancrée de façon beaucoup plus évidente à l'Europe en signant l'accord d'association avec l'Union européenne en juillet 1995 et en espérant que cela permettrait le développement de son secteur privé et de donner une impulsion aux exportations. La Tunisie apparaît comme le bon élève et les Européens comme les Américains préfèrent regarder le développement économique considéré comme un exemple et une réussite plutôt que les excès dans le domaine sécuritaire et le manquement au respect des droits de l'homme. Il est vrai que la petitesse du marché, en l'absence de marché régional, est un handicap pour Tunis qui a du mal à attirer les investisseurs américains.

Washington n'était absolument pas dupe des excès des comportements de la famille Ben Ali et Trabelsi comme les dépêches WikiLeaks l'ont montré²⁵. La corruption était dénoncée par les diplomates et ces derniers étaient conscients des risques que de tels comportements pouvaient engendrer mais le difficile environnement régional faisait qu'ils ne souhaitaient pas affronter le président pour ne pas mettre en péril la coopération dans le domaine sécuritaire.

Là encore, la question de la lutte contre l'islamisme radical prend le dessus sur les autres considérations et l'argument fréquemment avancé est celui du nécessaire soutien à ce petit pays coincé entre deux voisins encombrants et difficiles que sont l'Algérie et la Libye.

Ce pays bénéficie depuis le déclenchement des mouvements de contestation d'une considération différente des pays voisins car il est perçu comme la seule réussite des révolutions arabes²⁶. Les intérêts américains dans ce pays sont limités, le premier partenaire économique de la Tunisie reste la France mais l'important pour Washington est l'expérience démocratique que connaît le pays après le compromis passé entre les différentes forces politiques qui a conduit à l'adoption de la constitution et qui peut servir d'exemple pour les autres États de la région.

²⁴ La lecture de la correspondance diplomatique est particulièrement intéressante <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1964-68v24/ch5>

²⁵ *Les États-Unis face au Printemps arabe*, Steven EKOVIK, éditions les points sur les i, à paraître

²⁶ Et, ce, en dépit de l'attaque contre l'ambassade américaine à Tunis

Le lancement du premier « dialogue stratégique » entre la Tunisie et les États-Unis a eu lieu le 4 avril dernier en présence du premier ministre tunisien qui était en visite officielle à Washington. L'Algérie et le Maroc avaient précédé la Tunisie en septembre et octobre 2012. La mise en place de ces dialogues stratégiques constitue un bond qualitatif dans les relations de ces pays avec Washington en instaurant un dialogue régulier et des rencontres à haut niveau entre responsables. Pour Mark Habeeb, expert des questions maghrébines et professeur de sciences politiques à l'Université George Washington, l'établissement de ces dialogues « n'est pas étranger aux bouleversements intervenus depuis le Printemps Arabe ». Ces dialogues, estime-t-il, « garantiront un minimum de coordination dans l'établissement des stratégies sécuritaires et des stratégies économiques et commerciales ».

Mehdi Jomaa s'est félicité du lancement de ce dialogue qui doit déboucher sur de nouvelles perspectives de coopération dont la création d'une zone de libre-échange et des IDE américains dans le pays. Lors de cette visite, Barack Obama a annoncé que son pays allait offrir des garanties pour de nouveaux prêts allant jusqu'à 500 millions de dollars de la part de la Banque mondiale en soutien aux réformes attendues. Il a déclaré vouloir mettre en place un programme de coopération entre huit universités américaines et tunisiennes et un autre pour l'apprentissage de l'anglais au profit de 800 jeunes tunisiens. Tandis que près de 400 étudiants tunisiens pourraient bénéficier de bourses aux USA, le tout pour un montant de 20 millions de dollars.

ALGERIE ET ETATS-UNIS, ATTRACTION ET REPULSION

La relation entre les deux pays repose sur de la *realpolitik* : accès aux ressources énergétiques pour l'un et réhabilitation internationale pour l'autre. Les Algériens jouent la carte américaine qu'ils préfèrent à la carte européenne, ils n'ont pas aimé l'UpM, le processus de Barcelone et ils préfèrent de ce fait le dialogue méditerranéen de l'OTAN. Il existe une certaine fascination en Algérie pour les États-Unis même si ces derniers ne donnent pas grand-chose en échange, le meilleur exemple est l'initiative d'Eizenstat.

Pour comprendre cela il faut revenir en arrière. Les Algériens au lendemain de la guerre d'indépendance souhaitent ne pas être dépendants uniquement des pays européens, de s'autonomiser dans le domaine pétrolier et la Sonatrach crée des sociétés de service avec des firmes américaines. A la mort de Boumédiène près de 1000 sociétés américaines travaillaient en Algérie. Si la dimension économique est importante la politique l'est également pour Alger alors que la stratégie américaine consiste à découpler la politique de l'économie.

En effet, les relations entre les deux pays sont compliquées tout au long des années 60 et 70 sur des sujets comme Cuba, le Vietnam et l'Afghanistan sans oublier le conflit israélo-arabe car l'Algérie est membre du Front du refus ce qui entraîne une rupture des relations diplomatiques qui ne reprendront progressivement qu'à partir de 1974.

En 1989, avec le retrait de l'URSS, l'Algérie se tourne vers les États-Unis lesquels continuent à accorder un statut d'élément clé de la stratégie américaine de contrôle des hydrocarbures. Lors des tensions que connaît le pays, Washington ne veut pas d'un changement qui le mettrait en péril et soutient la politique de répression menée par les militaires. En revanche, après la victoire du FIS aux élections de 1990, les Américains condamnent la politique répressive du gouvernement. Puis à partir de 1995, ils soutiennent le pouvoir en place contre les éléments d'instabilité dont les islamistes et des relations militaires se mettent en place de façon graduelle.

Algérie ou la « rente du terrorisme »²⁷

Le 11/09 va représenter un bouleversement, va donner une impulsion forte à la coopération sécuritaire entre les deux pays et va permettre une réhabilitation de l'Algérie et de la Libye à cette occasion avec la volonté exprimée de Washington d'avoir une politique équilibrée entre les pays du Maghreb.

Le changement de position de l'Algérie vis-à-vis des États-Unis est également frappant. Il repose sur la question de la lutte contre le terrorisme. Abdelaziz Bouteflika l'a parfaitement énoncé le 22 septembre 2003 : « l'Algérie a été parmi les premiers pays à notifier son soutien à la Maison-Blanche pour lancer une offensive internationale contre ce fléau [le terrorisme]. Notre pays a compris, peut-être mieux et plus tôt que d'autres, la douleur de l'Amérique après le 11 septembre »²⁸. Le président algérien fait référence à la décennie noire qu'a connue son pays. Il y a un certain paradoxe à lire de tels propos de la part de ce responsable algérien qui n'hésitait pas dans les années 60 et 70 à fustiger l'impérialisme occidental et tout particulièrement américain²⁹.

Ce rapprochement des deux pays s'opère de façon spectaculaire aussi bien dans le domaine diplomatique, économique que militaire. Les militaires algériens apprécient la formation qui leur est offerte. L'AFRICOM offre une aide à l'entraînement et à la formation des cadres de l'armée et les Américains apprécient de bénéficier de facilités logistiques pour leurs drones et l'accès aux études du Centre de renseignement commun de Tamanrasset.

Ce rapprochement est également associé au Dialogue méditerranéen de l'OTAN. Pour Alger, il s'agit d'être un interlocuteur de premier plan dans la région et pour Washington de continuer à avoir une influence sur les ressources énergétiques au plan mondial.

Lancement d'un dialogue stratégique

La 1^{ère} session de ce dialogue s'est tenue à Washington en 2012 et il comporte les dimensions politique, économique, sécuritaire, éducative et culturelle. Ce cadre régulier et structuré permet des échanges approfondis et vise à accroître la coopération dans tous les domaines. Quant à la deuxième session, elle s'est tenue à Alger peu de temps avant l'élection présidentielle algérienne ce qui a été perçu par de nombreux observateurs comme un soutien de Washington à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika.

Comme nous l'avons souligné, la question sécuritaire est d'importance pour les deux pays et Washington comprend l'intérêt qu'il a à travailler avec les services de renseignement algériens pour démanteler des réseaux islamistes qui agissent sur son sol. Alger, de son côté, a tout intérêt à cette coopération et le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) le démontre dans l'affaire Abdelmajid

27 Expression utilisée par Jeremy H. Keenan

28 Déclaration à *l'Associated Press* le 22 septembre 2003

29 L'arrêt du processus électoral algérien en décembre 1992 du à la victoire du FIS et la guerre civile qui s'en est suivie ont provoqué une incompréhension entre les deux pays. Les Américains prônaient le dialogue avec les islamistes estimant que c'était la seule option possible et ils ont soutenu le plan de paix de Sant'Egidio adopté par l'opposition en 1995. Pour les autorités algériennes cette position revient à soutenir les islamistes ce qui est inacceptable pour elles.

Dahoumane en acceptant que des membres du FBI interroge à Alger cet islamiste radical³⁰. La rhétorique algérienne contre la menace terroriste, peu audible jusque là devient une priorité pour les pays occidentaux dont les Etats-Unis traumatisés par les attentats du 11 septembre. Dès lors, les Algériens jouent sur du velours en faisant valoir qu'ils avaient compris avant tout le monde le danger des groupes radicaux et ils font figure d'élève modèle dans ce domaine.

Mais cette relation est régulièrement mise à l'épreuve sur de nombreux dossiers comme la question israélo-palestinienne, l'intervention américaine en Irak à laquelle Alger était farouchement opposée ou encore la question du Sahara occidental particulièrement sensible en Algérie. Plus récemment, la situation en Syrie a fait l'objet d'analyses opposées même si le recul de Washington sur le projet de frappes militaires contre Damas a limité le contentieux entre les deux pays sur ce dossier particulièrement sensible et délicat.

Peu après la réélection d'Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat, l'ambassadeur américain a eu un entretien avec des journalistes algériens pour évoquer l'état des relations entre les deux pays³¹. A la question de savoir pourquoi le gouvernement américain n'avait pas félicité Bouteflika, l'ambassadeur a réaffirmé que les relations entre les deux pays étaient bonnes, la meilleure preuve étant la visite de John Kerry à Alger quelques jours avant le scrutin. La date de la tenue du dialogue stratégique a suscité des critiques de la part de l'opposition qui a vu un soutien au président Bouteflika et au statu quo.

L'interprétation est un peu plus complexe car Washington a comme priorité la lutte contre le terrorisme, les États-Unis ont réaffirmé leur volonté de développer la coopération sécuritaire et d'aller vers une coopération en matière de défense. De plus ils ont comme ligne de ne pas interférer dans les affaires intérieures d'un État et les Algériens ont voté pour le renouvellement du mandat de leur président. L'intérêt des Américains n'était donc pas de commenter cette élection d'autant qu'ils préfèrent un chef de l'État et un gouvernement qu'ils connaissent même si les conditions de cette réélection ne sont pas des modèles de démocratie.

Les propos tenus par un expert américain des questions de terrorisme, Daveed Gartenstein-Ross, devant la commission de la supervision de la chambre des représentants du Congrès début mai qui consacrait une séance à la situation en Libye confirme ce point : l'intervention de l'Otan a été « une erreur stratégique » des Etats-Unis et de leurs alliés, malgré les mises en garde lancées par l'Algérie. Il a relevé devant le Congrès l'impact de la situation en Libye sur la sécurité en Algérie et dans toute la région et que « l'Algérie est préoccupée par l'impact de cette situation en Libye sur sa propre sécurité ». Dans cette optique, il a fait valoir que « bien que la crise des otages de Tiguentourine et ses liens avec la Libye ont servi d'avertissement macabre, le gouvernement algérien a, depuis longtemps, exprimé sa préoccupation de l'impact que pouvait avoir l'intervention de l'Otan en Libye sur l'Algérie ». L'expert a tenu à faire savoir au Congrès qu'en début de l'intervention de l'Otan en Libye, l'Algérie « a mis en garde » que le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) allait tirer parti de ce nouveau développement, et elle avait également prévenu du risque que les armes, notamment les missiles portables sol-air, tombent entre les mains des groupes terroristes.

30 Incarcéré en 2001, il est soupçonné d'être un complice d'Ahmed Ressam, islamiste algérien emprisonné aux États-Unis pour tentative contre l'aéroport de Los Angeles en 2000. Voir l'article de Maxime Aït Kaki, *Lunes de miel algéro-américaines*, Politique étrangère, 1 :2007

31 La rencontre a eu lieu le 8 mai avec des journalistes de Tout sur l'Algérie TSA dans les locaux du journal

On voit bien à travers ces propos que des experts américains partagent l'approche algérienne quant à la perception du terrorisme et que dans ce domaine la collaboration ne peut que se renforcer face aux défis importants que posent la situation libyenne. Il est dans l'intérêt des deux pays de lutter contre la déstabilisation de la région à partir du chaos qui règne en Libye. Ainsi on comprend aisément le regard relativement bienveillant que le département d'État porte sur Alger même si les standards démocratiques ne sont pas ceux auxquels les Américains appellent de leurs vœux.

Fait intéressant, de nombreux chercheurs américains s'intéressent à l'Algérie et selon l'historien Benjamin Stora ils seraient même plus nombreux que les chercheurs français et algériens réunis à travailler sur l'histoire de ce pays.

Le marché le plus prometteur de la région

Les États-Unis appuient l'entrée de l'Algérie au sein de l'OMC et les investisseurs américains s'intéressent à ce pays même s'ils ne sont pas très présents car ils ne connaissent pas bien ce marché. Il est vrai que certaines règles comme celle de la loi 49/51 freine³², le système bancaire n'est pas très opérant, le transfert des dividendes difficile et que l'environnement des affaires doit être amélioré pour rendre le pays plus attractif. Enfin, l'absence de marché régional est un handicap sérieux.

Avec la découverte des gaz de schiste, les États-Unis seront dans quelques années indépendants sur le plan énergétique et cela aura des incidences sur la relation entre les deux pays puisque la demande américaine de pétrole algérien qui était de 4 430 000 b/j en 2007 est tombée à 120 000 b/j en 2012 d'après les propos tenus par Haim Malka, directeur-adjoint du programme Moyen-Orient au Center for Strategic and International Studies (CSIS). Ainsi, la relation bilatérale ne sera plus aussi forte dans ce domaine.

En 2009, soit avant les bouleversements qu'a connus la région, l'Algérie était le partenaire le plus important des États-Unis dans la région avec des échanges commerciaux qui ont cru pour atteindre 21 milliards de dollars, il est vrai que ces chiffres tiennent compte des achats d'hydrocarbures. Mais avec l'autosuffisance énergétique croissante des États-Unis les exportations algériennes ont chuté de façon sensible : 5,3 milliards de \$ en 2013 contre 11,9 milliards en 2012 et 15,2 milliards en 2011³³. Ils sont ainsi devenus le 5^{ème} client de l'Algérie.

A titre de comparaison, la France est le 4^{ème} client avec 6,7 milliards de \$ en 2013, sans changement par rapport à l'année précédente.

DEMOCRATIE ET BONNE GOUVERNANCE

³² La règle 49/51 relative à l'investissement étranger oblige les intérêts algériens à être majoritaires dans tout projet ce qui n'incite pas les entreprises étrangères à investir. Si cette règle est justifiée dans des domaines stratégiques comme l'énergie elle ne l'est pas selon le monde des affaires pour les autres secteurs. Les responsables américains ne manquent d'ailleurs pas une occasion de la dénoncer

³³ Note de la direction générale du Trésor, mars 2014

Le Maghreb apparaît comme le terrain idéal d'expérimentation de la démocratie et de la bonne gouvernance. En effet, ce sont deux thèmes au cœur de la position américaine car il s'agit de l'expression de ses valeurs dans la définition de sa politique extérieure. Les droits de l'Homme ont toujours représenté un axe essentiel et il le reste même s'il est passé au deuxième plan aujourd'hui pour la Maison-Blanche.

Les Etats-Unis considèrent qu'ils sont en mesure – peut-être mieux que les pays de la « vieille Europe » - de proposer un modèle de gouvernance et de développement, notamment aux populations jeunes du Maghreb, par le biais d'une *public policy*, couplée à une vision politique qui insiste pour l'essentiel sur la nature des institutions au détriment des paramètres sociaux-culturels, idéologiques et identitaires. Pour séduisante qu'elle soit, une telle approche risque cependant, comme dans le domaine sécuritaire, d'aboutir à des malentendus. Il n'est pas sûr en effet que les perceptions et les compréhensions côté maghrébin rejoignent celles que s'en font les Etats-Unis. L'approche qu'ils ont de la question de l'islamisme au Maghreb – si l'on considère le phénomène sur tout son spectre – est à ce titre significative de la perception américaine actuelle des enjeux et des défis tels qu'ils apparaissent au Maghreb.

La question de l'islam politique

L'attitude bienveillante des Américains vis-à-vis des islamistes qui sont arrivés au pouvoir légalement, par les urnes, s'explique par le fait qu'ils considèrent que démocratie et islam et politique peuvent aller de pair tant qu'islam modéré conjugue conservatisme social et libéralisme économique. Mais cette vision a été très souvent mal comprise que ce soit en Tunisie ou en Egypte par les « libéraux » ou les « démocrates ».

Pour Washington, les islamistes peuvent être démocrates et libéraux donc ils n'ont pas de problème à travailler avec eux. En effet, les États-Unis croient à un islam politique modéré qu'il faut aider à rester modéré et avec lequel ils pensent pouvoir travailler et dès qu'un pouvoir est acquis de façon démocratique il convient de tisser des liens avec lui.

Rached Ghannouchi, président d'Ennahda, entend par exemple jouer un rôle de médiateur entre le Hamas et l'Autorité palestinienne et cela convient aux Américains. Mais l'attaque contre l'ambassade américaine à Tunis a remis en question cette perception de l'islamisme politique. En tout état de cause, la position américaine n'est pas monolithique sur ce sujet et des différends apparaissent sur la conduite à tenir vis-à-vis des Frères musulmans. L'ambassadrice des États-Unis au Caire a été très critiquée au Caire pour le dialogue qu'elle entretenait avec le président Morsi ce qui a contraint le gouvernement américain de la faire partir du Caire après la destitution du président mais ce n'est pas pour cela qu'elle a été sanctionnée à son retour à Washington car elle appliquait la politique du Département d'État.

Investir dans la prochaine génération

C'est le thème qui a été retenu pour le sommet qui doit réunir les 5 et 6 août à Washington les dirigeants américains et africains à la Maison Blanche. La tenue de cette réunion à laquelle ne sont conviés que les chefs d'Etat³⁴ est-elle le signe d'une volonté forte de Barack Obama de s'engager dans cette région ? Pas forcément. Certains observateurs parlent d'un « coup de communication ». Néanmoins, il ne faudrait pas réduire ce rendez-vous à cela et il s'agit probablement de dire à la Chine qui est très active sur ce continent ainsi que les BRICS que les États-Unis s'y intéressent également et que Washington n'est pas préoccupé par le seul aspect sécuritaire et enfin d'inciter les entreprises américaines à investir dans cette partie du monde qui connaît pour certains pays une croissance à deux chiffres.

Washington indique que le Sommet sera « interactif, orienté vers des actions concrètes et suffisamment informel pour permettre une discussion approfondie sur des sujets importants ». Il entend inciter l'entrepreneuriat, le secteur privé et que cela permette la constitution d'un ensemble maghrébin lequel ne se fera pas à partir d'institutions régionales ou internationales et, ce, alors qu'un grand marché serait bénéfique à l'ensemble des partenaires.

CONCLUSION

De forts espoirs étaient perceptibles dans les pays arabes au lendemain de la victoire d'Obama à la présidence des États-Unis mais il existe aujourd'hui un fort sentiment de déception. L'étude du sondage réalisé par Zogby International Public Opinion Polls en 2011 est éclairant³⁵. Il en ressort que l'image de l'administration d'Obama est moins bonne et dans de fortes proportions que celle de l'administration Bush. Non seulement l'image est négative mais elle s'accompagne d'une perte importante de crédibilité. Le taux d'opinion favorable au président américain dépasse au mieux les 10%...

La gestion par l'administration américaine des mouvements de contestation dans la région a-t-elle permis d'en changer la perception ? Rien n'est moins car elle repose sur une approche pragmatique en fonction des dynamiques de chaque pays et avec un intérêt tout particulier porté à l'Égypte en raison du rôle de ce pays dans la stabilité régionale et le maintien du traité de paix avec Israël. Le président Obama s'est bien gardé de prendre des initiatives, réagissant au coup par coup en veillant à suivre une seule ligne celle du soutien à la démocratie et à l'État de droit car il s'agit d'une orientation politique des États-Unis quelque soit l'appartenance du président.

Peut-on, à la fin de ce travail, affirmer comme Abdenmour Benantar : « Pas besoin d'une stratégie pour un corridor ? » ou au contraire penser que pour les États-Unis les pays du Maghreb représentent un intérêt réel même si bien évidemment l'élément majeur pour Washington dans l'ensemble Maghreb/Proche et Moyen Orient est d'assurer la sécurité d'Israël et la sécurisation des approvisionnements énergétiques ?

Du fait que les enjeux au Maghreb ne sont pas vitaux pour les intérêts américains, il en résulte une approche plus souple, moins intrusive et, d'une manière plus générale plus consensuelle avec les différents acteurs concernés, qu'il s'agisse des capitales

34 Les spéculations vont bon train dans la presse algérienne pour savoir si l'Algérie sera représentée en raison de l'état de santé de Bouteflika

35 <http://www.aaiusa.org/reports/arab-attitudes-2011>

maghrébines mais aussi du partenaire étranger le plus ancré et présent, à savoir la France.

Les derniers développements dans la région MENA avec l'augmentation sensible des groupes djihadistes que ce soit au Maghreb ou dans les pays du Proche et du Moyen-Orient contraignent les États-Unis à continuer à s'intéresser à cette zone géographique malgré les discours de l'administration Obama qui laissaient entendre qu'elle souhaitait réaffecter son attention et ses moyens vers l'Asie et le Pacifique comme nous l'avons vu précédemment³⁶.

Surprise et rattrapée par l'avancée de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) sur les territoires irakien et syrien, l'administration américaine se trouve à nouveau contrainte de traiter avec la région MENA dans son ensemble car elle est consciente que cette avancée au Proche-Orient ne manquera pas d'avoir des incidences au Maghreb. Cela va contraindre les États-Unis à retravailler sur l'ensemble de leur politique dans la région en tentant de concilier leurs intérêts dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et des aspirations à la démocratie, à la justice et à la dignité des populations.

Enfin, l'intérêt croissant de Washington pour les pays du Maghreb a des répercussions sur les pays européens qui doivent tenir compte de cette réalité. La France a tout intérêt dans ce cadre à travailler avec ses partenaires européens et Bruxelles avec Washington afin d'élaborer une stratégie commune reposant sur des intérêts partagés. Il n'est pas question pour autant de nier les différences d'approche. Les États-Unis sont intéressés par le secteur pétrolier algérien et libyen tout comme ils sont favorables à une zone de libre-échange globale alors que les Européens avaient l'idée, lors du lancement du Processus de Barcelone, d'instaurer une zone de co-prospérité et non uniquement de libre-échange (même si les résultats n'ont pas été à la hauteur du projet).

Les États-Unis sont présents au Maghreb et le resteront en raison des différents points abordés tout au long de ce travail : sécurité et approvisionnement en hydrocarbures. Les intérêts de Washington sont pérennes, ils n'entendent pas laisser les Européens seuls pas plus qu'ils n'admettraient que les Russes le soient. Il n'en demeure pas moins que le partenaire le plus évident et immédiat reste l'Europe même si la lutte contre le terrorisme nécessite une collaboration étroite entre les différents acteurs de la région méditerranéenne.

³⁶ La dernière étude de la Rand Corporation est particulièrement intéressante quand son auteur explique qu'AQMI représente une menace moyenne pour les États-Unis et que la filiale d'Afrique du Nord a mené beaucoup moins d'attaques que les autres groupes, mais a couvert un espace beaucoup plus grand ce qui rend la lutte contre lui extrêmement difficile. http://www.rand.org/pubs/research_reports/RR637.html